

SOLLICITATION A MANIFESTATIONS D'INTERÊT

Nom de l'acheteur : Centre Africain pour le Développement Equitable (ACED)

Objet du marché : Recrutement d'un prestataire pour la réalisation d'un outil d'aide à la décision chiffré d'aménagements paysagers et des espaces publics dans la ville d'Abomey-Calavi.

Référence : SMI No : AP0016/IUCN-PBD-03

1. La présente sollicitation à manifestations d'intérêt fait suite au Plan de Passation des Marchés (PPM), validé par le Comité français de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (CF-UICN).
2. Le Centre Africain pour le Développement Equitable (ACED) a reçu un financement du Comité français de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (CF-UICN) pour financer le Programme d'appui aux Organisations de la Société Civile (OSC) de biodiversité actives dans les pays en développement (**ProBioDev**). Il envisage utiliser une partie du montant de ce financement pour effectuer des paiements au titre du marché relatif au « Recrutement d'un prestataire pour la réalisation d'un outil d'aide à la décision chiffré d'aménagements paysagers et des espaces publics dans la ville d'Abomey-Calavi ».

La ville d'Abomey-Calavi connaît une urbanisation rapide qui transforme progressivement son paysage urbain et exerce une pression croissante sur les espaces naturels, agricoles et publics. Cette évolution se traduit notamment par une artificialisation des sols, une fragmentation des espaces végétalisés et des continuités écologiques, ainsi que par une exposition accrue du territoire aux effets du changement climatique, notamment les inondations et les vagues de chaleur.

Pour répondre à ces défis, le Centre Africain pour le Développement Équitable (ACED), en collaboration avec la mairie d'Abomey-Calavi, a initié en 2022 l'initiative « Nature en Ville », qui a permis d'expérimenter différents types d'aménagements sur plusieurs sites de la ville. Afin de structurer et de planifier les interventions à l'échelle de la ville, ACED et l'ONG Tétraktys, avec l'appui de la Fondation Artelia, souhaitent accompagner la municipalité dans la réalisation d'un outil d'aide à la décision consacré aux aménagements paysagers et aux espaces publics.

3. La prestation à fournir par le prestataire, sans être exhaustive, consiste à doter la municipalité d'Abomey-Calavi d'un outil d'aide à la décision permettant de spatialiser les secteurs prioritaires, de proposer et de visualiser différents

aménagements, de hiérarchiser les interventions et d'établir une programmation chiffrée et phasée, afin de préserver et développer la nature en ville, d'améliorer les espaces publics et de renforcer la résilience écologique et climatique du territoire.

Les Termes de Références contenant le mandat détaillé est joint à la présente sollicitation à manifestation d'intérêt **(le candidat est donc invité à prendre connaissance de son contenu).**

4. La mission est prévue pour s'étaler sur une durée globale d'un **(01) mois**, à compter de la signature du contrat. Le prestataire produira les livrables ci-après :
 - Un rapport de démarrage présentant la compréhension de la mission, la méthode, les sources et besoins de données, le périmètre et les échelles, le calendrier et les modalités de validation ;
 - Un programme chiffré des aménagements comprenant le schéma d'ensemble, les fiches des interventions prioritaires, les plans de principe et schémas, les coûts détaillés d'investissement et d'entretien sur au moins trois ans, ainsi que le phasage ;
 - Un guide technique et pédagogique comprenant l'argumentaire de sensibilisation, la palette végétale, les schémas de plantation et de gestion de l'eau, les compositions paysagères, le mobilier et le programme de gestion et d'entretien ;
 - Une modélisation des aménagements envisagés à travers des supports visuels (maquette, projection virtuelle, plans...) ;
 - Un rapport final et un support de restitution présentant la synthèse des résultats, les recommandations pour la décision municipale et l'ensemble des fichiers définitifs (cartes, fichiers SIG, tableaux de chiffrage modifiables).

5. Le Centre Africain pour le Développement Equitable (ACED) invite les consultants individuels, bureaux d'études ou groupements à manifester leur intérêt pour les prestations décrites ci-dessus. Les candidats doivent fournir des informations démontrant qu'ils disposent de l'ensemble des qualifications et expériences pertinentes requises (paysage, urbanisme, écologie urbaine, cartographie/SIG et plaidoyer) pour exécuter la mission.

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de candidature rédigée en langue française adressée au Directeur Exécutif de ACED et précisant la mission ;
- Une présentation du candidat (consultant, bureau d'études ou groupement) mettant en exergue ses expériences spécifiques en lien avec l'objet de la mission ;
- Une note de compréhension de la mission et, le cas échéant, les commentaires et suggestions sur les Termes de Référence (TdRs) ;

- Une méthodologie détaillée couvrant le terrain, les cartes, la concertation, les propositions d'aménagement, le chiffrage et le guide ;
- Un chronogramme détaillé d'exécution, l'organisation de la mission et la répartition des responsabilités, en cohérence avec le délai contractuel ;
- Les CV des intervenants proposés, de trois (3) pages maximums chacun ;
- Les copies des diplômes et autres attestations en lien avec la présente mission ;
- Les références de missions similaires précisant le rôle exercé, les dates et les livrables réalisés, dont au moins deux (2) attestations de bonne fin d'exécution ou preuves de réalisation ;
- Des exemples de travaux similaires antérieurs (cartes, plans, guides, visuels) et la liste des moyens et outils mobilisés ;
- Toutes les annexes administratives dûment remplies et signées (Annexe 1 à 6) ;
- Une proposition financière détaillée incluant l'ensemble des coûts liés à la mission (honoraires, déplacements, logistique, etc.), exprimée en Francs CFA Hors Taxes (HT) et Toutes Taxes Comprises (TTC), suivant le modèle en Annexe 7.

6. Les critères de sélection des manifestations d'intérêt sont les suivants :

L'évaluation des offres se déroulera en trois phases successives.

Phase 1 : Vérification de la conformité

Le comité d'évaluation vérifiera la recevabilité de chaque offre sur la base des critères ci-dessous.

Tableau d'Évaluation : Critères de conformité

Critère de conformité	Type de critère	Oui	Non
1. Soumission dans les délais : Le dossier a été reçu avant la date et l'heure limites.	Éliminatoire	☐	☐
2. Qualification du responsable de mission : Le responsable de mission est titulaire d'un diplôme supérieur (Bac+5 minimum) en paysage, urbanisme, aménagement du territoire, environnement ou discipline connexe.	Éliminatoire	☐	☐
3. Pièces administratives : Toutes les annexes administratives (Annexe 1 à 6) dûment remplies et signées, accompagnées des pièces justificatives demandées.	Correctible	☐	☐
4. Complétude de l'offre : Offre technique et offre financière (suivant le modèle de l'Annexe 7) transmises en un document unique au format PDF.	Correctible	☐	☐
Décision du comité	Seules les offres ayant obtenu « oui » aux deux critères éliminatoires (1		

Critère de conformité	Type de critère	Oui	Non
	et 2) et aux critères correctibles (3 et 4), le cas échéant après régularisation dans le délai fixé par le comité, accèdent à la phase 2.		

Phase 2 : Évaluation technique (75 points)

L'évaluation technique sera réalisée suivant la grille définie dans le tableau ci-après.

Tableau : Critère d'évaluation technique

Critères d'évaluation	Points	Observations
1. Compréhension de la mission et méthodologie proposée (30 pts)		
Compréhension des enjeux : Le candidat démontre-t-il une bonne compréhension du contexte (urbanisation rapide, fragmentation des espaces végétalisés et des continuités écologiques, sites déjà aménagés, quartiers déficitaires) et des objectifs de l'outil d'aide à la décision ? Les commentaires sur les TdRs sont-ils pertinents ?	06	Très bonne : 6 Bonne : 4 Passable : 2 Insuffisante : 0
Diagnostic et cartographie : La méthodologie précise-t-elle le protocole de collecte et de contrôle des données, les échelles cartographiques, l'usage du SIG et des critères explicites de hiérarchisation (déficit de végétation et d'ombrage, besoins d'espaces publics, exposition à la chaleur, connectivité écologique, accessibilité, faisabilité foncière, coûts, capacité d'entretien) ?	08	Très bonne : 8 Bonne : 6 Passable : 3 Insuffisante : 0
Propositions paysagères et chiffrage : L'approche d'élaboration du schéma d'ensemble, des fiches d'intervention, du chiffrage (investissement et entretien sur au moins trois ans, quantités, prix unitaires, hypothèses, HT/TTC) et du phasage à l'horizon 2030 est-elle claire et réaliste ?	07	Très bonne : 7 Bonne : 5 Passable : 2 Insuffisante : 0
Concertation, guide et supports visuels : Le candidat propose-t-il des modalités claires d'association de ACED et de la municipalité (diagnostic, choix des priorités, validation, restitution) ainsi qu'une démarche d'élaboration du guide illustré et des visuels (maquette, projection virtuelle, plans) ?	04	Très bonne : 4 Bonne : 3 Passable : 1 Insuffisante : 0
Chronogramme et organisation : Le planning, l'organisation de la mission et la répartition des responsabilités sont-ils logiques, détaillés et cohérents avec les livrables attendus et le délai d'un (01) mois ?	05	Très bon : 5 Bon : 3 Passable : 1 Insuffisant : 0
2. Qualifications et expériences du candidat (25 pts)		

Critères d'évaluation	Points	Observations
Expérience du responsable de mission : Le CV démontre-t-il au moins cinq (5) ans d'expérience dans la planification paysagère, l'aménagement des espaces publics ou la nature en ville ?	08	≥ 10 ans : 8 7 à 9 ans : 6 5 à 6 ans : 4 < 5 ans : 0
Complémentarité des compétences : Le consultant ou l'équipe proposée couvre-t-il l'ensemble des compétences requises (paysage, urbanisme, écologie urbaine, cartographie/SIG, chiffrage, plaidoyer) ? Les CV (trois pages maximum) sont-ils pertinents ?	07	Toutes couvertes : 7 une manquante : 4 deux ou plus manquantes : 0
Références similaires : Missions comparables (planification paysagère, espaces publics, nature en ville, outils d'aide à la décision) précisant le rôle exercé, les dates et les livrables réalisés. (Justifier par au moins 2 preuves vérifiables)	10	2 références justifiées : 6 +1 par référence supplémentaire justifiée (max. 10) moins de 2 : 0
3. Compétences techniques spécifiques (20 pts)		
SIG et analyse spatiale : Maîtrise des SIG, du diagnostic territorial, de la cartographie des continuités écologiques et de la hiérarchisation spatiale des interventions.	05	Avérée et illustrée : 5 Partielle : 3 Non démontrée : 0
Végétalisation et gestion de l'eau : Compétences en végétalisation urbaine tropicale (choix des essences, techniques de plantation, entretien durable) et en gestion paysagère des eaux pluviales.	05	Avérée et illustrée : 5 Partielle : 3 Non démontrée : 0
Programmation et chiffrage : Expérience de programmation et de chiffrage des investissements ainsi que d'estimation des coûts de gestion et d'entretien.	04	Avérée : 4 Partielle : 2 Non démontrée : 0
Supports d'aide à la décision : Capacité à produire des guides illustrés, des visuels (maquettes, projections virtuelles, plans) et des supports accessibles aux élus et aux habitants, appréciée à travers les exemples de travaux fournis.	04	Avérée : 4 Partielle : 2 Non démontrée : 0
Connaissance du contexte : Connaissance du contexte béninois ou ouest-africain (atout).	02	Bénin : 2 Afrique de l'Ouest : 1 Aucune : 0
<i>Seules les offres ayant obtenu un minimum de 60 points à l'évaluation technique seront admises à la phase 3 (Evaluation financière)</i>		

Phase 3 : Évaluation financière (25 points)

L'offre financière sera évaluée sur la base de son réalisme par rapport à l'offre technique et de son montant. La formule de notation sera la suivante :

Note Financière (NF) = (Montant de l'offre la moins-disante / Montant de l'offre évaluée) x 25

Sélection Finale et Note Globale

L'attribution du marché se fera au soumissionnaire ayant obtenu la **meilleure note globale (NG)**, calculée comme suit :

Note Globale (NG) = Note Technique (NT) + Note Financière (NF)

Le marché sera attribué au soumissionnaire ayant obtenu le plus grand nombre de points.

NB : En cas d'annulation d'une procédure d'appel d'offres, les soumissionnaires en seront informés.

7. Les offres devront être remises à l'adresse mentionnée dans le dossier de manifestations d'intérêt au plus tard **le mercredi 21 octobre 2026 à 10 heures 00 minute (GMT+1).**

Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.

8. Les soumissionnaires sont invités à transmettre leur offre par voie électronique, sous la forme d'un fichier unique au format PDF, aux adresses électroniques suivantes : acquisitions@acedafrica.org et f.houessou@acedafrica.org et en copie c.gbedomon@acedafrica.org ; c.tchibozo-kekele@acedafrica.org et mathilde.popineau@tetraktys-ong.org, portant la mention « SMI No AP0016/IUCN-PBD-03 – Réalisation d'un outil d'aide à la décision chiffré d'aménagements paysagers et des espaces publics dans la ville d'Abomey-Calavi ».
9. Des informations complémentaires peuvent être obtenues à l'adresse ci-dessous pendant les heures de bureau, du lundi au vendredi, de 8 H 00 à 12 H 30 et de 14 H 00 à 17 H 30.
10. Les offres devront demeurer valides pendant une période de soixante (60) jours calendaires à compter de la date limite de leur soumission.

Fait à Abomey-Calavi, le 08 octobre 2026

Dr Fréjus Thoto

Directeur Exécutif

PJ :

- **TDRs :** https://drive.google.com/file/d/1FVTQEYsROoQ_l1FN3-rdohLAmgDfrYuf/view?usp=sharing
- **Cahier des charges :** https://drive.google.com/file/d/1hG0Fn1Jb-p4-j2f2Tk-C_UN8OyWh-h35/view?usp=sharing

Annexe 1 : Formulaire de candidature

Détails entreprise et informations générales			
Nom de la société			
Type de société (SA, SARL, association...)			
Année de création			
Lieu de création			
N° Identifiant Fiscal Unique (IFU) (si applicable)			
N° Registre du commerce et du crédit immobilier (RCCM) ou de toute autre preuve d'existence légale			
Téléphone			
Adresse			
Adresse administrative (si différente)			
Nom des contacts			
Fonction	Nom	Téléphone	Email
Domaines d'activité			
Principaux domaines d'activité (3 au maximum)			
1-			
2-			
3-			
Documents administratifs			
Document	Obligatoire à la soumission (Oui/Non)	Soumis (Oui/Non)	

Un formulaire de candidature dûment renseigné, cacheté et signé (Annexe 2)	Oui	
Une copie certifiée conforme du registre de commerce et du crédit mobilier (RCCM) ou de toute autre preuve d'existence légale	Oui	
Une copie certifiée conforme du certificat d'immatriculation (IFU) ou de toute autre preuve d'immatriculation au niveau des autorités fiscales	Oui	
Une copie certifiée conforme de la pièce d'identité ou du passeport du responsable de l'entreprise	Oui	
Le Relevé d'Identité Bancaire (RIB) de l'entreprise	Oui	
Attestation de régularité fiscale	Non	
Attestation de non-faillite	Non	
Attestation CNSS	Non	
Le formulaire de déclaration de situation d'exclusion dûment renseigné, cacheté et signé (Annexe 3)	Oui	
Le formulaire de déclaration du respect des normes éthiques dûment renseigné, cacheté et signé (Annexe 4)	Oui	
Attestation de disponibilité (Annexe 5)	Oui	
Formulaire sur la responsabilité environnementale et sociale dûment renseigné, cacheté et signé (Annexe 6)	Oui	

Nom *[insérer le nom complet de la personne signataire de l'offre]*

En tant que *[indiquer la capacité du signataire]*

Signature *[insérer la signature]*

Ayant pouvoir à signer l'offre pour et au nom de *[insérer le nom complet du candidat]*

En date du _____ *[Insérer la date de signature]*

Annexe 2 : Déclaration de situation d'exclusion

Déclaration attestant que l'on ne se trouve pas dans l'une des situations d'exclusion pour la participation aux appels d'offre pour la fourniture de biens ou de services

Je soussigné(e) / :

Directeur/trice de l'entreprise/société/organisation :

.....

Située : adresse :

Pays :

Tel. /Fax :

E-mail :

Déclare ne pas me trouver dans une des situations décrites ci-dessous, qui sont des causes d'exclusion pour la participation aux appels d'offres pour la fourniture de biens ou de services

- Être dans une situation de faillite, avoir ses propres biens séquestrés par les tribunaux, être en procès contre ses créiteurs, avoir ses activités commerciales suspendues, ou être sujet à des procédures judiciaires inhérentes à ces questions.
- Avoir été déclaré coupable d'un délit ayant trait à ma conduite professionnelle.
- Avoir été jugé coupable pour une négligence professionnelle grave.
- Ne pas avoir respecté toutes les obligations concernant le paiement des cotisations sociales ou des autres taxes prévues par la loi en vigueur dans le pays concerné par la prestation ou l'achat
- Avoir été condamné pour fraude, corruption, implication dans des organisations criminelles.
- Avoir enfreint les conditions et les obligations contractuelles au cours de procédures précédentes d'achat.
- Être sujet à un conflit d'intérêt.

Je déclare être pleinement conscient que, en cas de falsification de la déclaration concernant les informations requises pour pouvoir participer à la manifestations d'intérêt , ou de refus de fournir de telles informations, mon entreprise/société/organisation se verrait exclue de la manifestations d'intérêt .

Je déclare enfin être également conscient que, si ma société devait se trouver dans

une des situations d'exclusion mentionnées ci-dessus, ACED aurait la faculté d'interrompre, sans aucun préavis et unilatéralement, le contrat stipulé avec mon entreprise/société/organisation.

Lu et approuvé :

Nom et Prénom (s) :

Titre :

Ville, Pays :

Date :

Signature (et cachet)

Annexe 3 : Déclaration du respect des normes éthiques

Déclaration du fournisseur attestant du respect des standards éthiques

Je soussigné(e)/

Directeur/trice de l'entreprise/société/organisation

Située : adresse :

Pays :

Tel. /Fax.....

Email.....

Déclare que la société que je dirige n'a pas été condamnée ni se trouve actuellement sous enquête pour des activités illicites tels que :

- Production et commercialisation d'armes;
- Activités qui ont un impact négatif grave sur les personnes ou sur l'environnement ;
- Exploitation du travail mineur (des enfants de moins de 15 ans) ;
- Violation des droits de la personne ;
- Violation des droits des travailleuses et des travailleurs ;
- Expérimentations scientifiques sur des sujets faibles ou non protégés, humains ou animaux ;
- Exclusion/marginalisation des personnes handicapées, minorités et de catégories entières de la population ;
- Complicité directe avec des régimes qui sont connus pour ne pas respecter les droits de l'homme et/ou qui sont gravement impliqués dans la destruction de l'environnement ;
- Pornographie, commerce du sexe et pédophilie ;
- Jeu(x) de hasard.

Je déclare également être pleinement conscient que, si la déclaration présente s'avérait fausse, ACED aurait la faculté d'interrompre, sans aucun préavis et unilatéralement, le contrat stipulé avec mon entreprise/société/organisation.

Lu et approuvé :

Nom et Prénom (s) :

Titre :

Ville, Pays :

Date :

Signature (et cachet)

Annexe 4 : Attestation de disponibilité

ATTESTATION DE DISPONIBILITÉ

Je soussigné, (**Nom du consultant/responsable**), atteste par la présente que je prends l'engagement d'exécuter la prestation intitulée "... " si je suis retenu (e) à la suite de l'évaluation.

Je confirme que tous les moyens humains, techniques et logistiques nécessaires seront déployés pour garantir la réalisation efficace et dans les délais du marché susmentionné.

Je m'engage à respecter toutes les conditions, spécifications et exigences stipulées dans le cahier des charges et à collaborer étroitement avec toutes les parties prenantes pour assurer la réussite du projet.

Lieu et Date

Signature

Nom, prénom(s) et Titre du signataire

Annexe 5 : Attestation de respect des normes environnementales et sociétales

Responsabilité environnementale et sociale

Je soussigné(e)/

Directeur/trice de l'entreprise/société/organisation

.....

Située : adresse :

.....

Pays :

Tel. /Fax.....

Email.....

Afin de promouvoir un développement durable, ACED souhaite s'assurer du respect des normes environnementales et sociales internationalement reconnues. A cet effet, les candidats doivent s'engager, sur la base de la déclaration du respect des standard éthiques à :

- i. Respecter et faire respecter par l'ensemble de leurs Sous-traitants, en cohérence avec les lois et règlements applicables dans le pays où est réalisé le Projet, les normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et les conventions internationales pour la protection de l'environnement.
- ii. Mettre en œuvre les mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux telles que définies dans le plan de gestion environnementale et sociale ou, le cas échéant, dans la notice d'impact environnemental et social fournie par le Maître de l'Ouvrage délégué.

Je déclare également être pleinement conscient que, si la déclaration présente s'avérait fausse, ACED aurait la faculté d'interrompre, sans aucun préavis et unilatéralement, le contrat stipulé avec mon entreprise/société/organisation.

Lu et approuvé :

Nom et Prénom (s) :

Titre :

Ville, Pays :

Date :

Signature (et cachet)

Annexe 6 : Déclaration d'intégrité, d'éligibilité et d'engagement environnemental et social

Intitulé de la manifestations d'intérêt :
----- (le
"Marché")

A : ----- (le "Maître
d'Ouvrage")

1. Nous reconnaissons et acceptons que l'Agence Française de Développement (l'"AFD") ne finance les projets du Maître d'Ouvrage qu'à ses propres conditions qui sont déterminées par la Convention de financement qui la lie au Maître d'Ouvrage. En conséquence, il ne peut exister de lien de droit entre l'AFD et notre entreprise, notre groupement et nos sous-traitants. Le Maître d'Ouvrage conserve la responsabilité exclusive de la préparation et de la mise en œuvre du processus de passation de ses marchés et de leur exécution ultérieure.

2. Nous attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun des membres de notre groupement et de nos sous-traitants n'est, dans l'un des cas suivants :

2.1) être en état ou avoir fait l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire, de sauvegarde, de cessation d'activité ou être dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature ;

2.2) avoir fait l'objet d'une condamnation prononcée depuis moins de cinq ans par un jugement ayant force de chose jugée dans le pays de réalisation du Projet pour l'un des actes visés aux articles 6.1 à 6.4 ci-après ou pour tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché ;

2.3) figurer sur les Listes de Sanctions Financières adoptées par les Nations Unies, l'Union européenne et/ou la France, notamment au titre de la lutte contre le financement du terrorisme et contre les atteintes à la paix et à la sécurité internationales ;

2.4) en matière professionnelle, avoir commis au cours des cinq dernières années une faute grave à l'occasion de la passation ou de l'exécution d'un marché ;

2.5) n'avoir pas rempli nos obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale ou nos obligations relatives au paiement de nos impôts selon les dispositions légales du pays où nous sommes établis ou celles du pays du Maître d'Ouvrage ;

2.6) avoir fait l'objet depuis moins de cinq ans d'une condamnation par un jugement ayant force de chose jugée pour l'un des actes visés aux articles 6.1 à 6.4 ci-après ou pour tout délit commis dans le cadre de la passation ou l'exécution d'un marché financé par l'AFD ;

2.7) être sous le coup d'une décision d'exclusion prononcée par la Banque mondiale, à compter du 30 mai 2012, et figurer à ce titre sur la liste publiée à l'adresse électronique <http://www.worldbank.org/debarr2>;

2.8) s'être rendu coupable de fausses déclarations en fournissant les renseignements exigés dans le cadre du processus de passation du Marché.

3. Nous attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun des membres de notre groupement et de nos sous-traitants n'est, dans l'une des situations de conflit d'intérêt suivantes :

3.1) actionnaire contrôlant le Maître d'Ouvrage ou filiale contrôlée par le Maître d'Ouvrage, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'AFD et résolu à sa satisfaction.

3.2) avoir des relations d'affaires ou familiales avec un membre des services du Maître d'Ouvrage impliqué dans le processus de sélection ou le contrôle du marché en résultant, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'AFD et résolu à sa satisfaction ;

3.3) contrôler ou être contrôlé par un autre soumissionnaire, être placé sous le contrôle de la même entreprise qu'un autre soumissionnaire, recevoir d'un autre soumissionnaire ou attribuer à un autre soumissionnaire directement ou indirectement des subventions, avoir le même représentant légal qu'un autre soumissionnaire, entretenir directement ou indirectement des contacts avec un autre soumissionnaire nous permettant d'avoir et de donner accès aux informations contenues dans nos offres respectives, de les influencer, ou d'influencer les décisions du Maître d'Ouvrage ;

3.4) être engagé pour une mission de conseil qui, par sa nature, risque de s'avérer incompatible avec nos missions pour le compte du Maître d'Ouvrage ;

3.5) dans le cas d'une procédure ayant pour objet la passation d'un marché de travaux ou de fournitures :

- ii. avoir préparé nous-mêmes ou avoir été associés à un consultant qui a préparé des spécifications, plans, calculs et autres documents utilisés dans le cadre du processus de mise en concurrence considéré ;
- iii. être nous-mêmes, ou l'une des firmes auxquelles nous sommes affiliées, recrutés, ou devant l'être, par le Maître d'Ouvrage pour effectuer la supervision ou le contrôle des travaux dans le cadre du Marché.

4. Si nous sommes un établissement public ou une entreprise publique, nous attestons que nous jouissons d'une autonomie juridique et financière et que nous sommes gérés selon les règles du droit commercial 3.

5. Nous nous engageons à communiquer sans délai au Maître d'Ouvrage, qui en informera l'AFD, tout changement de situation au regard des points 2 à 4 qui précèdent.

6. Dans le cadre de la passation et de l'exécution du Marché :

6.1) Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas de manœuvre déloyale (action ou omission) destinée à tromper délibérément autrui, à lui dissimuler intentionnellement des éléments, à surprendre ou vicier son consentement ou à lui faire contourner des obligations légales ou réglementaires et/ou violer ses règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime.

6.2) Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas de manœuvre déloyale (action ou omission) contraire à nos obligations légales ou réglementaires et/ou nos règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime.

6.3) Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettrons, offrirons ou accorderons pas, directement ou indirectement, à (i) toute personne détenant un mandat législatif, exécutif, administratif ou judiciaire au sein de l'Etat du Maître d'Ouvrage, qu'elle ait été nommée ou élue, à titre permanent ou non, qu'elle soit rémunérée ou non et quel que soit son niveau hiérarchique, (ii) toute autre personne qui exerce une fonction publique, y compris pour un organisme public ou une entreprise publique, ou qui fournit un service public, ou (iii) toute autre personne définie comme agent public dans l'Etat du Maître d'Ouvrage, un avantage indu de toute nature, pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, afin qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte dans l'exercice de ses fonctions officielles.

6.4) Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettrons, offrirons ou accorderons pas, directement ou indirectement, à toute personne qui dirige une entité du secteur privé ou travaille pour une telle entité, en quelque qualité que se soit, un avantage indu de toute nature, pour elle-même ou pour une autre personne ou

entité, afin qu'elle accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte en violation de ses obligations légales, contractuelles ou professionnelles.

6.5) Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas d'acte susceptible d'influencer le processus de passation du Marché au détriment du Maître d'Ouvrage et, notamment, aucune Pratique Anticoncurrentielle ayant pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence, notamment en tendant à limiter l'accès au Marché ou le libre exercice de la concurrence par d'autres entreprises.

6.6) Nous-mêmes, ou l'un des membres de notre groupement, ou l'un des sous-traitants n'allons pas acquérir ou fournir de matériel et n'allons pas intervenir dans des secteurs sous Embargo des Nations Unies, de l'Union européenne ou de la France.

6.7) Nous nous engageons à respecter et à faire respecter par l'ensemble de nos sous-traitants les normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du travail (OIT) et les conventions internationales pour la protection de l'environnement, en cohérence avec les lois et règlements applicables au pays de réalisation du Marché. En outre, nous nous engageons également à mettre en œuvre les mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux telles que définies dans le plan de gestion environnementale et sociale ou, le cas échéant, dans la notice d'impact environnemental et social fournie par le Maître d'Ouvrage.

7. Nous-mêmes, les membres de notre groupement et nos sous-traitants autorisons l'AFD à examiner les documents et pièces comptables relatifs à la passation et à l'exécution du Marché et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par l'AFD.

Nom : En tant que :

Signature :

Dûment habilité à signer l'offre pour et au nom de :

En date du : jour de :

Annexe 7 : Modèle de présentation de l'offre financière

N° D'ordre	Désignation /	Quantité	Unité	Prix Unitaire FCFA (Hors Taxes)	Montant Total (Hors Taxes)
Montant HT				-	
Montant TTC				-	

Montant total en lettres :

Certification de l'offre financière (par une personne habilitée au sein du Cabinet)

Lu et approuvé :

Nom et Prénom (s) :

Titre :

Ville, Pays :

Date :

Signature (et cachet)



acedafrica.org
contact@acedafrica.org